

RUSSIE

L'écart de revenu par rapport aux pays de l'OCDE a diminué rapidement jusqu'en 2008, mais il était encore important et s'est creusé en 2009, la Russie ayant été assez durement touchée par la crise économique et financière. Ce retard est presque entièrement imputable à l'insuffisance de la productivité du travail, d'où la priorité à accorder aux réformes dans ce domaine.

Priorités fondées sur des indicateurs

Réduire les obstacles aux échanges et à l'investissement direct étranger

Les obstacles aux échanges internationaux et à l'IDE sont élevés par comparaison avec les pays de l'OCDE, ce qui nuit à la concurrence et à la diffusion de la technologie.

Mesures prises : La loi sur les industries stratégiques entrée en vigueur en 2008 définit 42 secteurs dans lesquels les acquisitions étrangères sont soumises à l'autorisation préalable des autorités. Plusieurs mesures commerciales discriminatoires ont été adoptées pendant la crise, dont certaines ont été maintenues.

Recommandations : Mettre fin aux mesures commerciales discriminatoires adoptées pendant la crise. Réduire le niveau et la dispersion des droits douane ainsi que le nombre de secteurs stratégiques.

Réduire le contrôle de l'État sur l'activité économique

Le contrôle étatique reste étendu dans l'économie car l'État détient et influence une grande partie de l'activité, ce qui limite la concurrence et entrave de ce fait l'innovation et la croissance de la productivité.

Mesures prises : Le gouvernement a intensifié ses efforts de privatisation en 2010. Le nombre d'entreprises stratégiques dont la privatisation est soumise à l'approbation du président a été réduit. Le gouvernement a favorisé la nomination d'administrateurs indépendants au conseil d'administration de plusieurs entreprises d'État.

Recommandations : Réduire encore le nombre d'entreprises stratégiques. Utiliser plus souvent les solutions réglementaires que l'intervention directe.

Améliorer l'efficacité de la politique d'innovation

Le potentiel d'innovation de la Russie est considérable étant donné les vastes ressources scientifiques dont elle dispose, l'excellente qualité de son système de formation scientifique et technique et l'ampleur des fonds publics investis dans la recherche et le développement ; toutefois, les incitations visant à encourager la R-D dans le secteur privé sont trop faibles, ce qui limite les gains de productivité.

Mesures prises : Le président a défini cinq domaines sur lesquels portera prioritairement l'effort de modernisation : énergie, technologies de l'information, télécommunications, biotechnologie et technologie nucléaire. Un projet a été annoncé en vue de la construction à proximité de Moscou d'une « cité de l'innovation » bénéficiant d'un régime spécial sur le plan fiscal et réglementaire. Les procédures d'immigration ont été simplifiées pour les travailleurs spécialisés hautement qualifiés.

Recommandations : Poursuivre les réformes dans le secteur scientifique d'État. Suivre et vérifier périodiquement les résultats des projets spéciaux. Soutenir l'activité d'innovation du secteur privé par des incitations budgétaires universelles et des mesures législatives, en évitant le risque de sélection.

Autres grandes priorités

Améliorer la qualité de l'administration publique

Le manque d'efficacité et les pratiques souvent corrompues des agents de l'État imposent un lourd fardeau aux citoyens ordinaires et créent des obstacles à l'entrepreneuriat qui freinent en fin de compte les gains de productivité.

Mesures prises : Une série de lois a été adoptées dans le cadre du Concept approuvé en 2005 pour la réforme administrative et de l'initiative anticorruption. Un programme sur cinq ans de réforme et de perfectionnement de la fonction publique a été lancé en 2009.

Recommandations : Poursuivre les efforts déployés pour simplifier la réglementation et les procédures et réduire l'ingérence de l'administration dans les activités du secteur privé. Limiter le risque de corruption en réduisant le plus possible la marge de décision laissée aux fonctionnaires.

Réformer le système de santé

Il faudrait intensifier les efforts de réforme du système de soins pour améliorer sensiblement les mauvais résultats du pays dans le domaine de la santé, étant donné les conséquences néfastes qui en découlent pour la productivité et, plus généralement, pour le bien-être.

Mesures prises : Certaines réformes ont été entreprises dans le cadre du programme prioritaire national pour la santé lancé en 2005. Le financement du système de santé a été accru et une série de mesures sont actuellement mises en place en matière de prévention. Une loi a été adoptée en novembre 2010 pour réformer le cadre de fonctionnement du système d'assurance-maladie obligatoire.

Recommandations : Augmenter encore les ressources publiques consacrées au système de santé et améliorer l'efficacité de celui-ci. Axer les efforts de prévention sur le changement des modes de vie. Encourager le recours aux soins primaires plutôt qu'aux soins hospitaliers. Inciter davantage les prestataires à offrir des services de soins de qualité.

RUSSIE

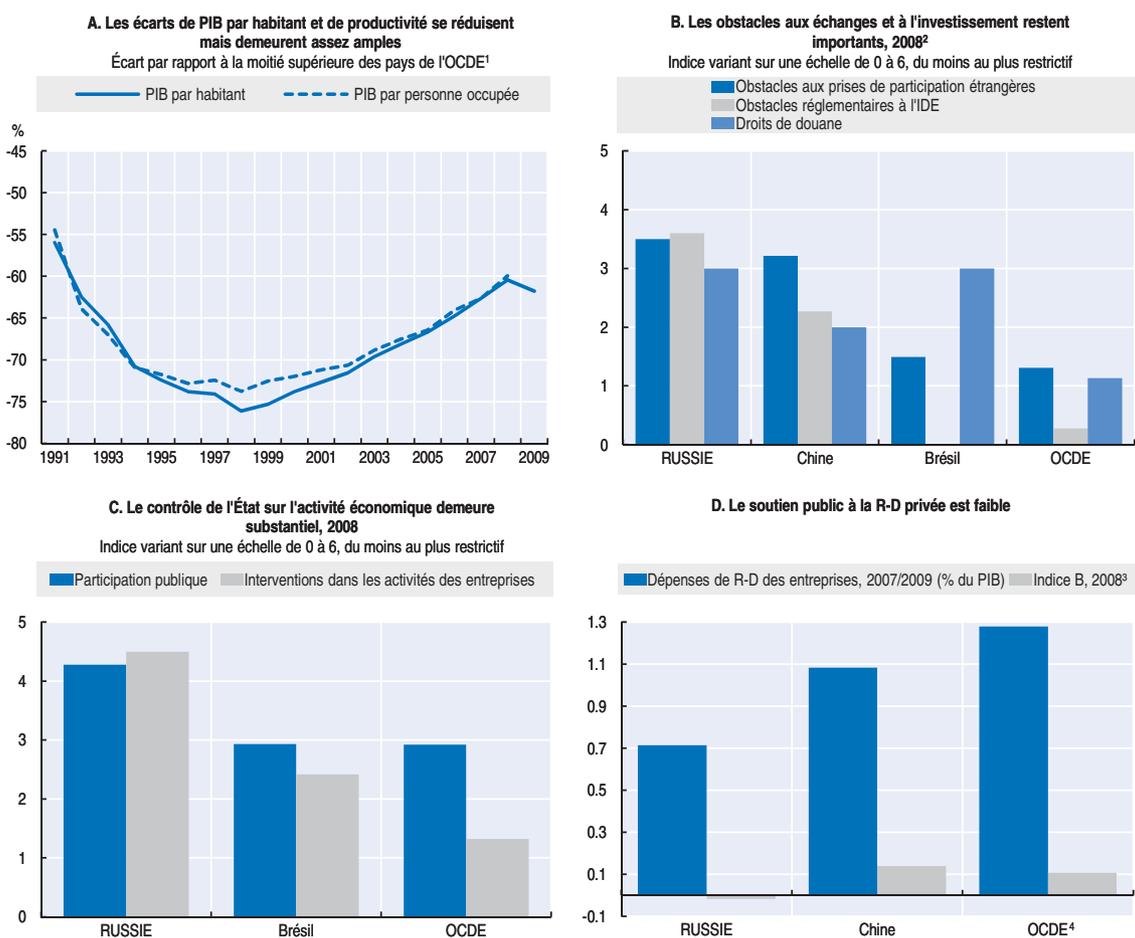
Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage

	1998-2008	1998-2003	2003-08
PIB par habitant	7.3	7.0	7.5
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	..	..	..
dont : Taux d'emploi	1.6	2.1	1.1
Nombre moyen d'heures travaillées	..	..	..
Productivité du travail ¹	5.6	4.9	6.3
dont : Intensité capitalistique	..	..	..
Productivité multifactorielle	..	..	..

1. La productivité du travail est mesurée à l'aide du PIB par personne occupée.

Source : Estimations fondées sur les Bases de données des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2010) et des Indicateurs clés du marché du travail (BIT, 2010).



- Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de l'OCDE les mieux classés en termes de PIB par habitant et de PIB par personne occupée (sur la base des PPA constantes de 2005).
- L'indice des restrictions réglementaires à l'IDE repose uniquement sur les dispositions juridiques, et ne tient pas compte de la façon dont elles sont appliquées.
- Générosité des incitations fiscales en faveur de l'investissement dans la R-D, en fonction du revenu avant impôt nécessaire pour couvrir le coût initial d'une dépense de R-D de un dollar et pour acquitter l'impôt sur les sociétés sur un dollar de bénéfice (indice B). Une valeur de zéro signifie que l'avantage fiscal en faveur des dépenses de R-D est juste suffisant pour compenser l'impact de l'impôt sur les sociétés. Moyenne des petites et moyennes entreprises et des grandes compagnies.
- Hormis le Chili et l'Estonie pour les dépenses de R-D, et hormis l'Estonie et la Slovaquie pour l'indice B.

Source : Graphique A : Bases de données des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2010) et des Indicateurs clés du marché du travail (BIT, 2010) ; graphiques B et C : Base de données sur la réglementation des marchés de produits ; graphique D : OCDE, Base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932387099>



Extrait de :
Economic Policy Reforms 2011
Going for Growth

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/growth-2011-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Russie », dans *Economic Policy Reforms 2011 : Going for Growth*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/growth-2011-35-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.